Retrouver ce titre sur Numilog.com

PIERRE DAUM

LE DERNIER TABOU

Les “harkis” restés en Algérie après l’indépendance

essai

SOLIN
ACTES SUD

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

COLLECTION "ARCHIVES DU COLONIALISME"

On pense en général que les harkis, ces Algériens intégrés à l'armée française pendant la guerre d'indépendance, ont soit réussi à s'enfuir en France, soit été "massacrés" en 1962. En réalité, la plupart d'entre eux n'ont pas été tués, et vivent en Algérie depuis un demi-siècle. Une réalité historique difficilement dicible en Algérie comme en France.

Pendant deux ans, Pierre Daum a parcouru des milliers de kilomètres à travers toute l'Algérie afin de retrouver les témoins de cette histoire occultée. Des témoins qui, pour la première fois de leur vie, ont accepté de parler.

La soixantaine de témoignages que l'auteur a recueillis – auprès d'anciens supplétifs, mais aussi d'anciens soldats de l'armée régulière, et d'anciens civils "profrançais" – bouleversent plusieurs idées reçues des deux côtés de la Méditerranée. Que ce soit sur leur nombre (450 000), les motivations de leur engagement ou leur sort au moment de l'indépendance.

À travers ces récits de vie, on comprend que l'histoire des "harkis" (supplétifs et autres) s'inscrit au cœur d'un système colonial qui opprima le peuple algérien pendant cent trente-deux années.

Aujourd'hui, un demi-siècle après la fin de l'occupation française en Algérie, ces hommes, leurs épouses et leurs enfants apparaissent comme les ultimes victimes d'un passé colonial dont les plaies ne sont toujours pas cicatrisées, ni en France, ni en Algérie.

Journaliste, ancien correspondant de Libération *en Autriche puis en Languedoc-Roussillon, Pierre Daum est l'auteur, aux éditions Actes Sud, d'*Immigrés de force. Les travailleurs indochinois en France *(1939-1952), publié en 2009, et de* Ni valise ni cercueil. Les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance *(2012).*

Parallèlement à ses travaux de recherches sur le passé colonial de la France, il effectue régulièrement des grands reportages pour Le Monde diplomatique.

Photographie de couverture : © Rue des archives

ACTES SUD

L'auteur remercie le CNL Centre national du livre

Retrouver ce titre sur Numilog.com

DU MÊME AUTEUR

IMMIGRÉS DE FORCE : LES TRAVAILLEURS INDOCHINOIS EN FRANCE (1939 – 1952), Actes Sud, 2009.

NI VALISE, NI CERCUEIL : LES PIEDS-NOIRS RESTÉS EN ALGÉRIE APRÈS L'INDÉPENDANCE, Actes Sud, 2012.

"Archives du colonialisme"
collection dirigée par Michel Parfenov

Cartes : Thomas Gabison

© ACTES SUD, 2015
ISBN 978-2-330-09389-1

Retrouver ce titre sur Numilog.com

PIERRE DAUM

LE DERNIER TABOU

LES "HARKIS" RESTÉS EN ALGÉRIE APRÈS L'INDÉPENDANCE

SOLIN
ACTES SUD

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

À K. H.
et H. D.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

*La guerre d'Algérie a été une guerre sanglante et terrible, les Algériens en ont payé le prix fort : en morts, disparus, blessés, torturés et emprisonnés, avec le cortège de souffrances qui s'ensuivait. Mais elle fut surtout une guerre de libération qui a mis fin à un système colonial humiliant et injuste. Ce fut précisément parce que ce système n'avait aucun respect pour l'indigène d'alors qu'il a fait en sorte que le frère soit utilisé pour faire la guerre à son propre frère, et lorsque la guerre a été finie, il a abandonné, sans autre considération, le frère à la vengeance du frère**[1].

BACHIR HADJADJ, ancien officier de l'ALN

---

* Les références des articles et des ouvrages placées en notes de bas de page ne comportent que le nom de l'auteur, le titre (éventuellement abrégé), l'année d'édition et le numéro de page. Pour les références complètes de ces travaux, je renvoie le lecteur à la bibliographie, p. 523. Certains ouvrages cités une seule fois n'apparaissent pas dans cette bibliographie. Ils sont alors mentionnés dans leur identité complète en notes de bas de page.

1. Bachir Hadjadj, "Un Algérien dans la tourmente", *Les Harkis dans la colonisation et ses suites*, 2008, p. 59.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

La grande majorité des hommes qui ont servi comme harkis ou membres d'autres formations supplétives à un moment ou à un autre de la guerre ont continué à vivre avec leurs familles en Algérie après l'indépendance. Autant dire que cette histoire, même si elle est recouverte de beaucoup de malentendus et de silences, est aussi partie intégrante de l'histoire algérienne [1].

GILLES MANCERON, historien

1. Gilles Manceron, "Les supplétifs dans la guerre d'Algérie, mythes et réalité", *Les Harkis : histoire, mémoire et transmission*, 2010, p. 26.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

NOTE LIMINAIRE SUR LE MOT "HARKI"

Les mots servent à faire la guerre.
Les Algériens comme les Français les ont utilisés à cet escient[1].

"Harki" fait partie de ces mots particulièrement difficiles à manier. Terme administratif attribué au début de la guerre à une catégorie particulière d'auxiliaires algériens de l'armée française, le mot a très rapidement servi à désigner, en France, l'ensemble des supplétifs algériens utilisés par les forces françaises pendant la guerre d'Algérie[2]. Et même plus : en 1962, alors que fuyaient vers la France certains supplétifs et leurs familles, mais aussi d'autres groupes d'Algériens qui se sentaient menacés (des soldats véritablement engagés dans l'armée française, des maires, des conseillers municipaux, des notables profrançais, etc.), le sens du mot "harki" a peu à peu glissé vers une définition très large, désignant tous les Algériens "rapatriés[3]" en France pour fuir de possibles violences dans l'Algérie indépendante. Des hommes (anciens supplétifs ou non), des femmes et des enfants se sont ainsi retrouvés englobés sous cette appellation. "[Harki] est un terme essentialisé qui parle à la fois du présent au passé, en mêlant les temps du discours et

1. Raphaëlle Branche, *La Guerre d'Algérie. Une histoire apaisée ?*, 2005, p. 359.
2. Il a existé cinq catégories de supplétifs : harkis, mokhaznis, gardes mobiles, groupes d'autodéfense, et *aassès*.
3. Le terme "rapatriés", communément utilisé par l'administration française autant que par l'usage commun, peut sembler ici mal choisi. Comme pour les Pieds-noirs partis en 1962, que l'on appelle communément les "rapatriés d'Algérie", la "patrie" de ces hommes et de ces femmes à cette époque était bien plus l'Algérie que la France. Certains utilisent le terme de "repliés".

Retrouver ce titre sur Numilog.com

en arrêtant l'existence de ceux qui le portent à une séquence chronologique bien précise. Les fonctions civiles et militaires assumées pendant la guerre d'Algérie se transforment en France en attribut, puis en propriété transmissible de génération en génération[1]." La confusion entre anciens supplétifs et autres soldats "musulmans" de l'armée française se répète depuis cinquante ans, à chaque commémoration solennelle devant les monuments aux morts des communes de France. Les vieux messieurs d'origine algérienne qui arborent leurs médailles devant les photographes, qui les présentent ensuite dans leurs journaux comme des "harkis", n'ont parfois jamais été harkis ni même supplétifs : ce sont d'anciens engagés ou appelés de l'armée française, dont certains se sont battus lors de la Seconde Guerre mondiale ou de la guerre d'Indochine.

En Algérie, le mot "harki" a lui aussi subi d'importants glissements sémantiques, dans des directions sensiblement différentes de celles prises en France. Dès 1955 et les premiers recrutements d'auxiliaires algériens par l'armée française, la confusion s'est installée parmi les intéressés eux-mêmes, à qui les recruteurs n'expliquaient pas forcément clairement dans quelle formation supplétive ils étaient affectés. Un terme générique, toujours utilisé aujourd'hui dans certaines régions d'Algérie par ceux qui ont vécu cette époque, fut largement employé à la place de "harki" : "goumi[2]". À partir de 1962, les mots "harki" ou "goumi" servirent peu à peu à désigner tous les Algériens qui avaient été avec la France pendant la guerre de Libération. Étaient concernées *a priori* des personnes qui avaient porté l'uniforme français (soit presque tous les membres des formations supplétives, ainsi que les soldats réguliers), mais aussi certains élus, notables, voire civils connus pour avoir dénoncé des moudjahidine, même si, d'une façon qui peut paraître surprenante, les soldats réguliers (engagés et appelés) ont toujours joui en Algérie d'un statut à part, beaucoup plus positif que celui des supplétifs et des notables. Le discours commun veut qu'"ils n'avaient pas le choix", et qu'"ils ont fait beaucoup moins de mal que les harkis". Enfin, dans l'Algérie d'aujourd'hui, le mot "harki"

1. Giulia Fabbiano, "Histoires de vies harkies, ou l'institutionnalisation d'une identité d'État", *Journal des anthropologues*, 2007, p. 173.

2. Les différences lexicales sont importantes en Algérie. Dans certaines régions, "goumi" s'oppose à "harki", le premier terme, aux connotations plus sympathiques, désigne les fonctionnaires des SAS (sections administratives spécialisées), les mokhaznis, tandis que le second correspond aux "méchants" combattants.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

est devenu presque synonyme de "traître", d'où certaines utilisations très éloignées du sens originel, puisqu'on entend dire parfois au sujet de "vrais" harkis (anciens membres d'une harka) dont tout le monde sait qu'ils n'ont fait strictement aucun mal : "Non, celui-là, ce n'est pas un harki !" À l'inverse, certains civils qui ont fourni des renseignements à l'armée française sont voués à la vindicte populaire sous l'appellation de "harkis".

Aujourd'hui, ce vocable est tellement chargé de haine et de violence dans la société algérienne que peu de locuteurs osent l'utiliser dans une conversation normale. Dans les cours de récréations des collèges et lycées algériens, *"Hark !"*, *"Ya harki !"* ("Espèce de harki !" – que l'on prononce en aspirant le "h" et en roulant le "r"), *"Ould harki !"* ("Fils de harki !"), *"Ya goumi !"*, sont des insultes courantes – au même titre que le mot "enculé" en France. Chez les adultes, le terme est volontiers employé lorsqu'on veut insulter un responsable politique, ou plus généralement un puissant du régime, que l'on considère comme travaillant pour ses propres intérêts ou pour ceux de "l'étranger", au détriment de ceux de l'Algérie. On peut ainsi entendre des manifestants antigouvernementaux traiter de "harki" le président de la République, ou certains ministres, préfets, directeurs d'administration, hauts gradés de l'armée, etc., sans référence à leurs activités pendant la guerre de Libération – les victimes de ces insultes n'étant parfois même pas nées à cette époque-là. Il peut arriver que le phénomène s'emballe et qu'une rumeur naisse après coup, qui remette en cause le "prétendu" passé de maquisard de tel ou tel haut personnage. Sans apporter le moindre début d'une quelconque preuve, on entend parfois affirmer en privé, par exemple, que "Bouteflika travaillait en vérité pour les services secrets de l'armée française pendant la guerre !", et qu'il était donc "un harki". De telles rumeurs sont d'autant plus faciles à créer en Algérie que les archives de l'armée française, conservées à Vincennes, près de Paris, contiennent effectivement des fiches concernant des milliers d'Algériens qui auraient travaillé secrètement pour l'armée française[1]. Il peut s'agir de simples civils (paysans, commerçants, etc.), mais aussi

1. Voir Mohammed Harbi : "Les archives de la guerre de Libération sont explosives", *El Watan*, 26 mai 2011. Gardons toujours à l'esprit qu'une archive écrite ne correspond pas forcément à l'exacte vérité. Un officier du renseignement peut s'être trompé en rédigeant une fiche ou un rapport, avoir été mal informé, avoir mal compris, voire avoir voulu déformer la vérité.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

de soldats, voire d'officiers de l'Armée de libération nationale (ALN). Sauf que ces fiches sont jusqu'à aujourd'hui rigoureusement inaccessibles au public, et que personne ne peut donc prétendre les connaître. Qu'à cela ne tienne. La rumeur – ou plus généralement, l'affirmation péremptoire de "vérités" dépourvues de tout fondement – constitue en Algérie un des grands obstacles à la connaissance historique. On peut distinguer au moins deux raisons à ce phénomène : 1. Dès 1962, le discours sur la guerre de Libération a été kidnappé par les nouveaux dirigeants du pays, qui l'instrumentalisent depuis cinquante ans dans le but de légitimer leur présence au pouvoir – et, par ricochet, l'absence de leurs opposants. Le peuple en a parfaitement conscience et pense finalement, dans une réaction radicalement inverse, que tout ce que raconte l'État sur la guerre de Libération est faux. Et donc tout ce qui n'est pas dit devient *a priori* vrai. 2. L'enseignement de l'histoire en Algérie, et notamment dans les universités, se trouve dans une situation lamentable : manque criant de professeurs compétents, surpopulation estudiantine, locaux misérables, et surtout absence d'éducation au sens critique dans le cursus scolaire[1].

Dans mon livre, j'utiliserai le mot "harkis" sans guillemets dans le sens le plus restrictif, pour désigner les seuls Algériens affectés à l'une des cinq formations supplétives appelée harka. Pour évoquer l'ensemble des forces auxiliaires de l'armée française (harkis, mokhaznis, gardes mobiles, membres des groupes d'autodéfense, et *aassès*), j'emploierai indifféremment les termes "supplétifs" et "auxiliaires". Avant de commencer ce travail, mon projet initial devait d'ailleurs s'intéresser au sort des seuls supplétifs restés en Algérie après l'indépendance, et qui n'avaient pas été assassinés à la fin de la guerre. Mais très vite, au cours de mon enquête sur le terrain, j'ai réalisé que les autres catégories d'Algériens considérés comme profrançais avaient partagé après l'indépendance un certain destin avec les anciens supplétifs. J'ai donc décidé d'élargir mon étude à tous les Algériens et à leurs familles qui s'étaient trouvés du "mauvais côté" lors de la guerre de Libération. Ainsi, j'utilise le mot "harkis" avec des guillemets pour parler de l'ensemble des Algériens qui ont travaillé pour l'armée française pendant les sept années et demie du conflit, ou qui ont été considérés comme profrançais. Il peut donc s'agir de supplétifs, mais aussi d'appelés,

1. Voir Pierre Daum, "Algérie, la fabrique de l'histoire", *Témoignage chrétien*, 15 mars 2012, p. 24-28.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

d'engagés, d'élus, de notables, de fonctionnaires, ou même d'informateurs[1]. Le verbe "travailler" s'est peu à peu imposé au cours de mon enquête. Car toutes les personnes dont j'ai recueilli le témoignage ont toujours parlé d'elles en disant : "J'ai travaillé pour l'armée française", ou encore : "J'ai travaillé pour la France." À l'inverse, elles n'ont jamais utilisé une formule du type : "J'ai combattu dans l'armée française", ou : "Je me suis battu pour la France." Chez mes interlocuteurs, cette distinction lexicale a fonctionné autant en français qu'en arabe algérien (*"Ana khedemt larmé ta3a fransa"* – littéralement : "J'ai travaillé pour l'armée de la France").

AUTRES RÈGLES LEXICALES

Je précise six autres règles lexicales suivies dans ce livre :

1. Algériens ou "Musulmans" ? Tous les chercheurs qui travaillent sur l'Algérie se posent cette question. Comment désigner les populations présentes sur ce territoire ? Après l'indépendance, le problème disparaît, puisqu'une nationalité algérienne apparaît juridiquement. Mais avant ? Doit-on utiliser les termes de l'administration coloniale ("Européens", "Juifs" et "Musulmans") ou bien appliquer rétrospectivement le lexique post-indépendance : Algériens et Français ? À la suite des historiens actuels, j'utilise le plus souvent le mot "Algériens" pour désigner les membres de la population colonisée jusqu'en 1962, et parfois celui de "Musulmans", mais toujours encadré de guillemets.

2. Les sept années et demie de conflit entre l'armée française et le FLN/ALN[2], qui s'étendent du 1er novembre 1954 au 19 mars 1962, date du cessez-le-feu, ont longtemps été nommées pudiquement en France "les événements d'Algérie". Depuis une loi votée en octobre 1999, le droit français a rejoint l'usage courant pour parler de "guerre d'Algérie". En Algérie, on parle de "guerre de Libération" ou de "Révolution" *(Thaura)* – ce dernier terme pouvant englober les révoltes commencées en mai 1945 dans la région de Sétif et de Guelma, et se prolonger dans les années de grandes réformes sociales qui ont suivi

1. Le lecteur aura maintenant compris la présence des guillemets autour du mot "harkis" dans le titre de ce livre.

2. Le Front de libération nationale (FLN) était une organisation politique dotée d'une branche militaire, l'Armée de libération nationale (ALN).

Retrouver ce titre sur Numilog.com

l'indépendance[1]. Dans ce livre, je jonglerai avec tous ces termes, parlant de "guerre d'Algérie" lorsque mon propos sera plutôt orienté du point de vue des Français, et de "guerre de Libération" ou de "Révolution" lorsque le point de vue sera plutôt algérien.

3. Pour désigner les combattants, je n'emploierai évidemment pas les termes négatifs que chaque camp a inventés pour désigner l'adversaire : "fellaghas" (avec ses dérivatifs : "fells", "fellouzes"), "rebelles", "hors-la-loi", etc., côté français ; "soldatesque", "colons", "tortionnaires", *"a3skar"* (soldats, pluriel de *"a3skri*[2]*"*), "roumi" (chrétien), *"gaouri"* (chrétien), *"musta3mir"* (colonialiste), "suppôts de l'armée coloniale", etc., côté algérien. J'utiliserai "soldats" ou "combattants" pour tout le monde, et éventuellement "maquisards", "moudjahidine", *"djounoud"* (pluriel de *"djoundi"*), pour les membres du FLN/ALN[3].

4. Pour les noms de personnes, l'usage en Algérie a toujours voulu que l'on commence par le nom de famille, suivi du prénom. Bien que cet usage soit encore partiellement répandu aujourd'hui, j'utiliserai la forme internationale, c'est-à-dire occidentale : prénom + nom. Par contre, lorsque je rapporterai des propos recueillis, je conserverai le sens traditionnel nom + prénom utilisé par la plupart de mes interlocuteurs.

5. Les noms de communes en Algérie ont presque tous changé en 1962. J'utiliserai en général l'ancien nom lorsque mon récit se situe à l'époque coloniale (en précisant le nouveau nom), et le nouveau nom pour des événements survenus après l'indépendance.

6. Les "harkis" morts en 1962 ont-ils été tués, assassinés, exécutés, massacrés, exterminés, etc. ? Chacun de ces mots porte ses propres connotations, les deux derniers étant les plus employés en France depuis cinquante ans. Chaque terme sous-entend un récit historique différent, voire des positions idéologiques antagonistes. Certains historiens ont déjà débattu pour savoir s'il fallait parler *des* massacres *de* harkis, ou *du* massacre *des* harkis[4]. Dans les témoignages des soixante

1. Certains manuels scolaires algériens parlent de "Révolution de libération nationale".
2. Pendant la guerre, les militants algériens utilisaient le mot *"djounoud"* pour désigner les combattants de l'ALN, et *"a3skar"* pour les soldats français.
3. *"Moudjahidine"* est le pluriel de *"moudjahid"*, qui signifie "combattant", en incluant une connotation religieuse. *"Djounoud"* est le pluriel de *"djoundi"*, qui signifie "simple soldat". *"Moudjahidine"* et *"djounoud"* sont des formes plurielles, et ne prennent pas de "s" à la fin.
4. Sylvie Thénault, "Massacre des harkis ou massacres de harkis ? Qu'en sait-on ?", dans *Les Harkis dans la colonisation et ses suites*, 2008, p. 81 et suivantes.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

anciens “harkis” que j’ai rencontrés au cours de mon enquête, le lecteur pourra juger par lui-même qu’à part quelques cas de tueries collectives (véritables *massacres*), parler de meurtres, d’exécutions ou d’assassinats convient mieux à la description de ces événements, *tels que mes témoins les ont vécus*. Cela ne signifie évidemment pas qu’aucun *massacre* n’a jamais eu lieu.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

INTRODUCTION

Existe-t-il encore un sujet important concernant la colonisation française en Algérie qui n'aurait pas été abordé ? Un demi-siècle après l'indépendance du pays, tout semble avoir été étudié sur les 132 années de présence française dans cette partie du Maghreb, et en particulier sur la violente séquence finale : ce que les Français appellent la guerre d'Algérie, et les Algériens la guerre de Libération, ou la Révolution. Des centaines, voire des milliers d'ouvrages plus ou moins scientifiques, plus ou moins approfondis, plus ou moins orientés idéologiquement, peuvent faire penser que tout a été au moins évoqué sur cet épisode historique. Et que s'ils restent des livres à écrire, c'est pour affiner tel ou tel détail, approfondir ou corriger telle ou telle étude.

Et pourtant, il existe des hommes et des femmes dont personne n'a jamais parlé depuis cinquante ans : les "harkis" et leurs familles restés vivre dans l'Algérie algérienne. De tous les chercheurs qui ont travaillé sur les "harkis", un seul, Abderahmen Moumen, les a brièvement évoqués, à la fin d'un article publié en 2012[1]. En France, une idée largement répandue considère qu'en 1962, les Algériens qui s'étaient battus du côté de la France ont soit réussi à s'enfuir, soit été massacrés. Or, comme l'a perçu l'historienne Sylvie Thénault, "peut-être faudrait-il aussi oser poser la question d'une possible réintégration de certains supplétifs dans la société algérienne […]. Il ne serait guère facile, aujourd'hui, de partir à la recherche de tels témoins, mais

1. Abderahmen Moumen, "Le devenir des harkis en Algérie et en France (1962-1965)", article paru dans l'ouvrage collectif *Le Maghreb et l'Indépendance de l'Algérie*, 2012, p. 223-233.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

au moins, le chercheur s'attelant à une étude sur les massacres de harkis doit pouvoir intégrer une telle hypothèse à la construction de son projet de recherche. Il faut questionner l'alternative qui se limiterait à penser le sort des anciens harkis dans les termes suivants : massacrés en Algérie ou bien sauvés en France[1]". Même si les historiens savent, sans jamais s'étendre sur le sujet, que de nombreux "harkis" sont effectivement restés en Algérie sans être tués, les Français continuent à l'ignorer largement.

En Algérie, si l'existence de ces anciens "harkis" vivants n'est pas niée, elle reste perçue de façon diffuse, et toujours sur un mode hostile : on sait qu'il y en a, on en connaît éventuellement un ou deux, ou leurs enfants, mais on en parle le moins possible, et en tout cas jamais à la personne concernée, si ce n'est éventuellement pour l'insulter. D'autres, dans une démarche qui peut sembler opposée, mais qui relève en fait du même sentiment de mépris, affirment avec aplomb qu'à part les "quelques exactions" de l'été 1962, "les anciens harkis vivent sans aucun problème en Algérie !" Ce qui est complètement faux.

POURQUOI UN TEL SILENCE EN FRANCE ?

En France, l'imaginaire concernant le sort des harkis au moment de l'indépendance demeure largement dominé par les récits de certains supplétifs rapatriés, ou de leurs anciens officiers, récits dans lesquels sont racontés les supplices cruels qu'eux ou leurs camarades ont subis, ou auxquels ils ont échappé, et qui expliquent en tout cas leur fuite vers la France. Ceux qui les écoutent ou les lisent comprennent immédiatement que ne pas fuir l'Algérie à ce moment-là aurait signifié une mort certaine. Ces récits viennent conforter un des aspects fondamentaux du discours des nostalgiques de l'Algérie française depuis un demi-siècle : il existerait une ultraviolence inhérente aux Algériens, voire aux "Arabes", qui, toujours selon ce discours, justifia d'une part la nécessité du recours à une extrême violence française (moyens militaires exceptionnels, recours à la torture, OAS) et, d'autre part, lorsque "les fellaghas ont gagné", l'obligation pour les Pieds-noirs de quitter un pays qui leur

1. Sylvie Thénault, "Massacre des harkis ou massacres de harkis ? Qu'en sait-on ?", dans *Les Harkis dans la colonisation et ses suites*, 2008, p. 91.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

était si cher[1]. Depuis cinquante ans, les témoignages terribles concernant ces anciens harkis sont ainsi instrumentalisés pour retirer toute légitimité au combat libérateur de l'ALN/FLN et, par ricochet, pour justifier l'attitude jusqu'au-boutiste des partisans de l'Algérie française. Comme l'explique Claire Mauss-Copeaux : "Il semblerait que l'argument [des massacres de harkis en 1962] permette aujourd'hui, alors que l'indépendance de l'Algérie est un fait acquis et reconnu, […] de cultiver, sous couvert d'humanisme, une certaine nostalgie de l'Algérie française[2]." Cette instrumentalisation des harkis et de leurs discours s'inscrit par ailleurs dans une très ancienne tradition de légitimation de l'entreprise coloniale, qui n'a eu de cesse de souligner l'adhésion des "indigènes" à leur sort de colonisés. En d'autres termes, de montrer que les bienfaits de la colonisation furent tels qu'un grand nombre de colonisés s'en trouvèrent très heureux. L'argument est particulièrement retors puisque, effectivement, beaucoup d'Algériens furent du côté des Français lors de la guerre d'Algérie – sauf que, comme nous allons le voir, cette situation "du côté des Français" ne signifiait absolument pas une adhésion intellectuelle à la colonisation[3]. Enfin, plus horribles encore que tous les témoignages vécus par les soldats français pendant la guerre, ces récits de massacres de harkis en 1962 semblent avoir tétanisé jusqu'aux chercheurs les plus anticolonialistes. Finalement, personne en France ne s'est jusqu'à présent posé la question : y a-t-il eu des harkis qui sont restés en Algérie sans être tués ? Si oui, combien étaient-ils, et quelle a été leur vie ? C'est aujourd'hui le projet de ce livre.

POURQUOI UN TEL TABOU EN ALGÉRIE ?

De l'autre côté de la Méditerranée, les enjeux sont complètement différents. Dès la fin de la guerre, "le nouvel État a mis l'Histoire au

1. J'ai montré dans mon précédent ouvrage, *Ni valise ni cercueil, les Pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance* (2012), que 200 000 Pieds-noirs n'avaient pas quitté l'Algérie en 1962, et qu'ils avaient très rapidement retrouvé un sentiment de sécurité total.
2. Claire Mauss-Copeaux, *Appelés en Algérie, la parole confisquée*, 2002, p. 130.
3. Dénoncer l'instrumentalisation des souffrances des "harkis" par les héritiers de l'Algérie française peut inciter, consciemment ou non, à délégitimer ces souffrances. Ce n'est pas du tout le cas dans mon esprit.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

service de la construction de sa propre légitimité et lui a assigné, en la monopolisant, la tâche de consolider son pouvoir[1]". Une des matrices de ce discours étatique, toujours en vigueur aujourd'hui, considère que le peuple algérien s'est soulevé *en entier* contre l'oppresseur colonial. Dans ce cadre, les harkis ne peuvent être que des êtres profondément fourbes, uniquement mus par l'appât du gain. Mais surtout, et ce point-là est essentiel, ces hommes n'ont forcément représenté qu'un nombre infime de personnes. Admettre, comme nous allons le voir, qu'une partie importante des Algériens s'est retrouvée du côté des Français apparaît donc insupportable. Autre problème : tout le monde sait que les "harkis" furent essentiellement recrutés parmi les masses paysannes illettrées. Or, remarque l'historienne Lydia Aït Saadi-Bouras, "tout le discours officiel est bâti sur la notion d'« authenticité » des valeurs paysannes opposée à la dépravation citadine. Comment, dès lors, expliquer que la plupart de ces gens [les harkis] étaient des paysans non francophones et bien moins francisés que les immigrés algériens en France, qui furent pour la plupart d'entre eux de fervents nationalistes ? C'est là l'un des paradoxes de l'histoire algérienne[2]". Pire encore pour l'Algérie d'aujourd'hui : une étude approfondie sur cette question révélerait certainement que de nombreuses personnalités politiques, militaires, intellectuelles et artistiques possèdent dans leur famille très proche des personnes compromises du côté de la France pendant la guerre de Libération. Il est certain que de telles révélations provoqueraient des scandales inouïs[3]. Résultat : il n'existe strictement aucune étude en Algérie sur les harkis, et il ne viendrait jamais à l'esprit d'un jeune chercheur en histoire de choisir ce sujet comme objet de thèse[4].

---

1. Mohammed Harbi, préface du livre de Renaud de Rochebrune et Benjamin Stora, *La Guerre d'Algérie vue par les Algériens*, 2011, p. 8. Ce contrôle de l'histoire par l'État a été inscrit dans la Constitution algérienne au moment de sa révision, en novembre 2008 (article 62) : "[L'État] œuvre, en outre, à la promotion de l'écriture de l'histoire et de son enseignement aux jeunes générations." *Journal officiel de la République algérienne* (*JORA*) n° 63 du 16 novembre 2008, p. 5.
2. Lydia Aït Saadi-Bouras, "Les harkis dans les manuels scolaires algériens", dans *Harkis 1962-2012, les mythes et les faits*, 2011, p. 197.
3. Voir par exemple l'affaire Mira/Sadi, que j'évoque p. 180.
4. En 1982, Slimane Chikh, recteur de l'université d'Alger, a écrit : "L'étude du phénomène harki est demeurée taboue ; il est temps de lever le voile sur cette réalité et d'aborder le problème avec sérénité." Ces propos n'ont jamais été suivis d'effets.

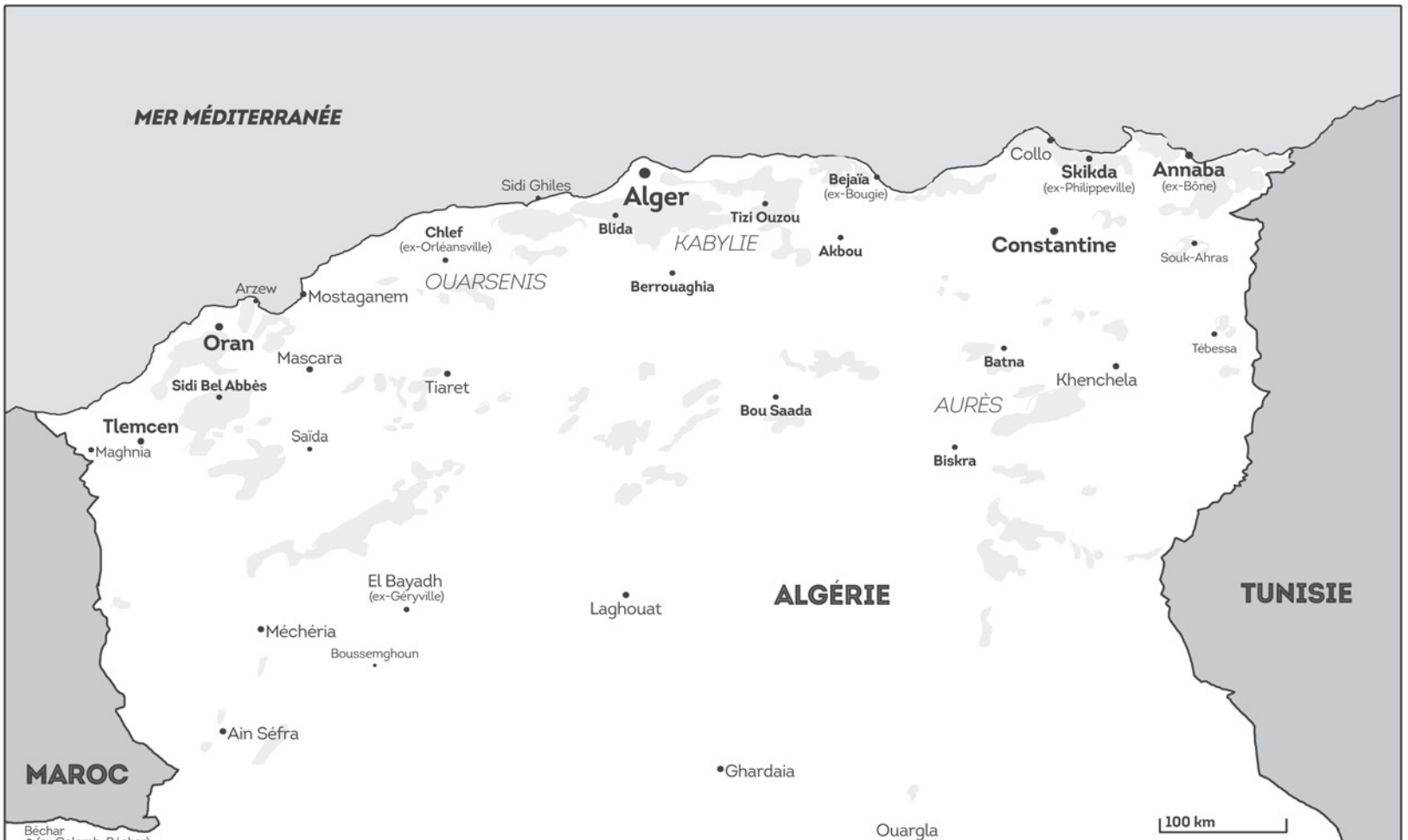
Retrouver ce titre sur Numilog.com

Mon étude est construite en deux parties distinctes. La première dresse le cadre historique dans lequel s'inscrivent les parcours de tous ces "harkis" et de leurs familles restés dans leur pays après 1962. Cet essai historique ne prétend pas apporter de grandes révélations. À partir de l'ensemble des travaux des historiens (le corpus d'études portant sur les supplétifs et autres profrançais n'est pas très important), je tente de répondre avec clarté à quelques questions essentielles : qui étaient ces hommes ? Combien étaient-ils ? Comment se sont-ils retrouvés du côté de l'armée française ? Que sait-on exactement de leur sort en 1962 ? Dans quelle situation vivent-ils aujourd'hui ?

La seconde partie relève de l'enquête et du témoignage. Elle est à ce titre complètement inédite. Parcourant toute l'Algérie à de nombreuses reprises sur une période d'un an et demi (2012-2014), j'ai réussi à rencontrer et à recueillir le témoignage d'une soixantaine de "harkis" et de leurs familles. J'en ai retenu trente-huit, que j'ai complétés par cinq témoignages de harkis présents en Algérie pendant plusieurs années après l'indépendance, avant de s'exiler en France. Conscient que la géographie joue un rôle très important dans le destin des hommes et des femmes en Algérie, j'ai pris soin de recueillir ces témoignages dans presque toutes les régions du pays. L'organisation de cette seconde partie, en huit grands chapitres géographiques et quarante-trois récits de vie, tient compte de cette exigence. Grâce à ces témoignages, le lecteur découvre pour la première fois l'existence d'Algériens passés totalement inaperçus depuis un demi-siècle. Et qui, depuis un demi-siècle, souffrent du fardeau d'une histoire coloniale dont ils demeurent les ultimes victimes.

Ce travail ne prétend pas apporter une connaissance exhaustive sur le sujet, loin de là. La soixantaine de témoins retrouvés m'a demandé d'énormes efforts pour connaître leur existence, entrer en contact avec eux et les convaincre d'accepter de me raconter leur vie. Il m'aurait fallu dix fois plus d'efforts, et plusieurs années supplémentaires, pour rassembler un échantillon plus solide à partir duquel tracer quelques grandes lignes directrices. L'ambition de cet ouvrage est avant tout de susciter la curiosité d'autres chercheurs, français et algériens, afin qu'ils s'emparent de ce sujet dans un cadre plus universitaire. En outre, je suis convaincu que les plaies héritées du passé colonial, qui continuent à faire souffrir les sociétés françaises et algériennes, ne pourront vraiment cicatriser qu'en affrontant sereinement le sort des "harkis" avant et après 1962.

ALGÉRIE DU NORD



Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

PARTIE I

APERÇU HISTORIQUE